



Le grand débat

Rapport des garants désignés par le Préfet du Nord

Synthèse

Jacques Vernier – Thérèse Lebrun – Philippe Lemaire
27/03/2019

Note liminaire

Il avait été demandé aux Préfets de désigner un « référent » du grand débat national par département. La plupart des Préfets ont désigné un membre du corps préfectoral.

Le Préfet du Nord, dans une démarche originale, a souhaité pour sa part désigner 3 membres de la société civile et un membre du corps préfectoral pour coordonner, observer et être garants du grand débat dans le département du Nord. Il a donc désigné le 15 janvier 2019 :

- Jacques VERNIER, maire honoraire de DOUAI, ancien député, ancien député européen comme coordonnateur-garant
- Thérèse LEBRUN, président-recteur délégué de l'Université catholique de Lille comme observateur-garant
- Philippe LEMAIRE, procureur général honoraire, comme observateur-garant
- Thierry HÉGAY, Sous-préfet de Cambrai, comme référent départemental et garant

Le présent rapport a été établi, sous leur responsabilité, par Thérèse LEBRUN, Philippe LEMAIRE et Jacques VERNIER, qui ont assisté, pendant 2 mois, à 83 réunions, c'est-à-dire le quart des réunions qui se sont déroulées dans le département du Nord.

Jacques VERNIER jacvernier@gmail.com

Thérèse LEBRUN therese.lebrun@univ-catholille.fr

Philippe LEMAIRE philippe.lemaire@fda-fr.org

Thierry HÉGAY thierry.hegay@nord.gouv.fr

SOMMAIRE

- P 4 L'organisation et le déroulement des réunions
- P 7 Tableaux des sujets évoqués dans les 83 réunions, avec leurs fréquences d'occurrence
- P 13 Quelques propositions originales entendues dans ces 83 réunions
- P 14 VERBATIM : propositions chocs (voire choquantes...) ou savoureuses entendues dans ces réunions
- P 17 Ressenti de Thérèse LEBRUN, Président-recteur délégué de l'Université catholique de Lille
- P 20 Ressenti de Philippe LEMAIRE, procureur général honoraire
- P 23 Ressenti de Jacques VERNIER, maire honoraire de Douai, ancien député, ancien député européen
- P 27 Annexe 1 : Comptes rendus de toutes les réunions couvertes par Thérèse LEBRUN
- P 113 Annexe 2 : Comptes rendus de toutes les réunions couvertes par Philippe LEMAIRE
- P 249 Annexe 3 : Comptes rendus de toutes les réunions couvertes par Jacques VERNIER

L'organisation et le déroulement des réunions

Nombre de personnes présentes

Il est allé de 10 à 250.

La qualité des réunions n'était pas corrélée avec le nombre de participants, ni dans un sens ni dans l'autre.

Durée et moment des débats

La durée des réunions allait de 1h30 à 3h.

En dehors des réunions organisées par des institutions, qui pouvaient avoir lieu en journée, les réunions avaient lieu en semaine le soir à partir de 18 heures, ou le samedi, matin et après-midi.

Organisateurs

Pour les 83 réunions, les organisateurs se répartissent en :

- 30 maires (de sensibilités diverses)
- 5 groupes d'opposition municipale
- 12 députés de la République en marche
- 7 comités ou militants de la République en marche
- 2 groupes de gilets jaunes
- 4 citoyens individuels
- 23 acteurs divers, associatifs syndicaux, ou institutionnels (agence de l'eau, ATD quart monde, Université populaire, CFDT, CGT, Maison régionale de l'environnement et de la santé, URIOPSS, Medef, Sciences-po, comité Grand Lille, CESER, SCOP, centres sociaux, maisons des associations, Sciences Po, étudiants de la Catho, ...)

Bien que près des deux tiers des réunions étaient organisées par des personnes ayant une couleur politique, dans la quasi-totalité des cas, cela n'a pas empêché une grande diversité d'opinions parmi les participants et une grande liberté d'expression.

Thèmes abordés

Les quatre thématiques proposées par le gouvernement n'ont pas suscité de contestation. Il faut dire que les thèmes de la fiscalité, du pouvoir d'achat, des dépenses publiques, de l'écologie, de la démocratie étaient bien celles qui avaient émergé du mouvement des gilets jaunes. Très peu de personnes ont donc contesté le choix des thématiques qui avait été fait par le gouvernement, ce qui n'a pas empêché parfois les participants de sortir de ce cadre et

d'aborder les thèmes qui les intéressaient ; notamment, bien sûr, dans les réunions organisées par des associations ou institutions spécialisées (agence de l'eau, SCOP, ATD Quart monde, Service des urgences, etc.), qui avaient choisi des thèmes libres en rapport avec leurs engagements ou compétences respectifs.

En revanche les quelques cas où les organisateurs ou animateurs ont jugé bon de suivre les dizaines de questions qui figuraient dans les fiches thématiques, n'ont pas été une réussite. D'une part parce que cette énumération de questions a parfois été jugée fastidieuse, d'autre part parce que les participants ont jugé que les questions étaient trop orientées ou trop contraignantes.

Animation et comptes rendus

L'organisateur était parfois l'animateur. Mais le plus souvent il avait fait appel à animateur (un médiateur fourni par la commission nationale du débat public, un journaliste professionnel, un enseignant, etc.). Cette solution permettait à l'organisateur d'être discret (en général, parce que certains étaient un peu plus interventionnistes ...) et de laisser se développer le débat en toute liberté.

Les déclarations ou propositions des participants étaient transcrites, suivant le cas, soit sur des feuillets, soit sur des post-it, soit sur des Paper-boards...

Parfois les animateurs faisaient voter sur les propositions. Malheureusement ce n'était pas systématique, loin de là, si bien que lorsque s'exprimaient (souvent...) des opinions contraires, il n'était guère possible de se faire une idée sur l'opinion majoritaire.

Organisation matérielle et spatiale

Les organisateurs avaient pu choisir :

- soit de faire une seule réunion pour les 4 thématiques
- soit de faire 2 réunions avec 2 thématiques dans chaque réunion
- soit de faire 4 réunions avec une seule thématique par réunion

Lorsqu'il y avait eu plusieurs thématiques dans la même réunion, il y a eu deux grands types d'organisation :

- soit les participants étaient dès le départ réunis en assemblée plénière (alignés en rangées linéaires, en cercle ou en arc de cercle), et les thématiques étaient abordées chronologiquement l'une après l'autre
- soit les participants étaient dans un premier temps répartis à des tables correspondant à chacune des thématiques et, dans un second temps, un rapporteur de chaque table restituait en plénière les débats de sa table, restitution parfois suivie d'un débat en plénière

La séparation entre tables a parfois été critiquée, certains participants s'estimant frustrés de devoir choisir une thématique, sans compter parfois le brouhaha généré par la proximité des tables... Parfois, pour éviter les frustrations, soit les participants tournaient de table thématique en table thématique (technique du « World café »), soit les animateurs d'une thématique tournaient de table en table.

À noter enfin que, dans certains cas (ATD quart monde, Mission locale pour l'emploi des jeunes), le débat avait été précédé de réunions ou d'ateliers préparatoires riches d'enseignements... Hélas, dans le cas de la mission locale, les jeunes ayant participé par dizaines à ces réunions préparatoires ne sont pas venus du tout au débat final ...

Accueil du garant

L'accueil du garant était en général excellent, certains groupes s'estimant même honorés de la venue du garant. Dans quelques cas cependant c'était une relative indifférence et le garant n'était même pas présenté à l'assemblée. Dans deux cas, un ou deux participants y ont vu une sorte de contrôle préfectoral ou de « voix du préfet » : la chose a été rectifiée... Il est arrivé que la parole ait été donnée au garant au début du débat pour s'exprimer sur son rôle ou qu'à la fin le garant ait été invité à donner son sentiment sur le débat.



**Sujets évoqués
dans les 83 réunions
avec leurs fréquences d'occurrence**

Sujets évoqués avec leurs fréquences d'occurrence

Seuls les sujets ayant été évoqués dans au moins 10 réunions sont cités

Démocratie et citoyenneté

Fréquence	Sujet	Commentaire
27	Nombre de parlementaires	Trop : 17 / Pas assez ou statu quo : 10 (Diminution du nombre contraire à leur proximité ?)
11	Durée des mandats des élus	Trop longs : 8 / Trop courts : 3
15	Cumul des mandats ou des indemnités	Peu de personnes connaissent les lois anticumul existantes. Confusion parfois entre cumul des mandats et cumul des indemnités
20	Salaires, indemnités et avantages (parfois présumés) des élus	Seules les indemnités des maires des petites communes sont en général jugées trop faibles
18	Avantages des anciens présidents de la République	Avis favorable unanime à leur suppression
32	Redonner du pouvoir aux maires	
38	Vote obligatoire	Avis très majoritairement favorable
29	Vote blanc	Avis très majoritairement favorable (mais modalités précises de prise en compte du vote blanc rarement évoquées)
29	Proportionnelle	Avis très partagés (proportionnelle intégrale/ une « dose » de proportionnelle / pas de proportionnelle (spectre de la 4 ^{ème} République)
10	Participation de citoyens tirés au sort	Avis assez favorables, parfois dans la démocratie représentative, parfois seulement dans la démocratie participative
33	Référendum	Avis majoritairement défavorables Pour : 11 / Contre ou mitigé : 22 Peu de discussions sur le nombre de citoyens minimum pour demander le référendum, le champ des questions pouvant être soumises référendum,...
10	Votes trop partisans et trop inféodés aux partis	
15	Corps intermédiaires indispensables	
14	Suppression du Sénat et/ou du CESE	Quelques avis défavorables pour le Sénat
11	Éducation civique	Pas seulement pour les jeunes...
12	Rétablir un service national ou civique	Avis favorable quasi unanime
12	Immigration	Avis controversés...

Sujets évoqués avec leurs fréquences d'occurrence

Seuls les sujets ayant été évoqués dans au moins 10 réunions sont cités

Transition écologique

Fréquence	Sujet	Commentaire
17	Croissance, sobriété, décroissance	
11	La France est peu responsable par rapport à d'autres pays	
13	Affecter les taxes écologiques à l'écologie	
10	Pression excessive des lobbies	
27	Insuffisance des transports collectifs	Avis presque unanimement favorables à la gratuité ou des tarifs très bas
17	Pistes de vélo insuffisantes	
17	Véhicules électriques	Avis très majoritairement défavorables Pour : 3 / Contre : 14
14	Développement du covoiturage	
10	Rétablissement de l'écotaxe	
15	Développement du ferroutage	
17	Taxer le kérosène des bateaux et des avions	
14	Taxer plus les gros pollueurs	
10	Priorité climatique	
19	Développer les énergies renouvelables	Des réticences sur les éoliennes et des controverses sur la méthanisation
28	Économies d'énergie dans les bâtiments	
20	Interdiction des pesticides	
33	Déchets : réduction des emballages, consigne, recyclage	
11	Développer le télétravail	
13	Changer les habitudes alimentaires	

Sujets évoqués avec leurs fréquences d'occurrence

Seuls les sujets ayant été évoqués dans au moins 10 réunions sont cités

Organisation de l'État et des services publics

Fréquence	Sujet	Commentaire
31	Millefeuille administratif (trop grand nombre d'échelons)	Suppression du département : Pour : 11 /Contre : 1 Doublons entre communes et intercommunalités
25	Perte ou éloignement géographique de services publics	
13	Création de maison de services publics	
31	Dématérialisation de l'accès au service public et transition numérique	Vive préoccupation
30	Services de santé	Préoccupations sur les hôpitaux, les urgences, les EHPAD, le handicap,...
17	Services d'éducation et de formation	Préoccupations sur les relations parents- enfants-profs
11	Service de la justice	Accès

Sujets évoqués avec leurs fréquences d'occurrence

Seuls les sujets ayant été évoqués dans au moins 10 réunions sont cités

Fiscalité et dépenses publiques

Fréquence	Sujet	Commentaire
Dépenses publiques		
25	Informations insuffisantes sur le budget et les dépenses publiques	A quoi sert notre argent ?...
10	Inquiétudes sur la dette	
12	Aides aux entreprises (CICE notamment)	Elles devraient être subordonnées à des contreparties
21	Revendications sur les retraites	Notamment CSG (16) et indexation (10)
11	Salaires trop importants des hauts fonctionnaires	
23	Allocations sociales	14 fois : ne pas diminuer l'AAH (allocation pour personnes handicapées) quand la personne a des ressources Quelques interventions, controversées, sur la fraude (4 fois) et sur les contreparties aux aides sociales (4 fois)
19	Absence de suivi des avis de la Cour des comptes	Critique unanime
Fiscalité		
29	Rétablissement de l'ISF (impôt sur la fortune)	Rétablissement pur et simple : 20 Rétablissement avec possibilité d'exonération en cas de dons à l'économie : 9
22	Impôt sur le revenu	Plus de tranches pour diminuer les effets de seuil: 10 Rétablissement d'une tranche plus élevée : 11 Impôt sur le revenu pour tous (même si très modique pour les faibles revenus) : 18 Rétablissement de la demi-part pour les veuves : 7
24	TVA (taxe sur la valeur ajoutée)	Avis unanime sur la baisse pour les produits de première nécessité et l'augmentation pour les produits de luxe
17	Impôt sur les entreprises	Avis unanime sur la taxation des GAFAs (géants du tech)
26	Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale	
12	Suppression des « niches fiscales »	Avis presque unanimes pour conserver les niches relatives aux emplois à domicile, les dons aux associations et les économies d'énergie Peu de précisions sur les niches qui pourraient être supprimées... : (investissements dans les DOMTOM, œuvres d'art)

Quelques propositions originales entendues dans les 83 réunions

- Organiser des « *Vis ma vie* » entre fonctionnaires, élus et entreprises, pour que fonctionnaires et élus vivent au moins un court moment la vie des autres.
- Moduler les horaires de travail pour limiter les engorgements et bouchons du matin et du soir.
- Travailler sur le statut des bénévoles.
-
- Exiger une contrepartie aux études de médecine payées par l'État : envoyer les jeunes médecins dans les déserts médicaux.
- Pour des besoins de première nécessité (eau, gaz, électricité, ...) instaurer des tarifs bas ou nuls pour les premiers m³ ou les premiers kWh et, inversement, des tarifs très élevés pour les surconsommations.
- Prendre en stage des jeunes, et notamment des jeunes défavorisés, dans les ministères, afin que leur voix soit entendue.
- Créer un « conseil national des jeunes », comme il y a des conseils des jeunes dans les communes.
- Pour éviter le clientélisme dans la distribution des subventions municipales, créer « un fonds libre de financement » géré collégialement et départementalement.
- Instaurer dans la Constitution le principe de « non régression du droit social » (comme il y a dans la loi un principe de non régression du droit de l'environnement).
- Instaurer une allocation sociale unique pour diminuer les frais de gestion.
- Installer des détecteurs de pollution auprès des écoles pour interdire aux jeunes de sortir dès qu'il y aurait une alerte.
- Ne plus diminuer l'allocation pour adulte handicapé quand le bénéficiaire a quelques ressources dues à son travail.
- Mutualiser les chantiers d'insertion pour diminuer les frais de gestion.
- Appeler des contributions volontaires ou des souscriptions pour le financement de projets publics. Ne pas réaliser le projet si personne ne souscrit...
- Toutes les taxes nouvelles doivent être affectées à protéger ceux qui vont être « chamboulés » par ces nouvelles taxes.
- Ne mettre des publicités que dans les boîtes aux lettres de ceux qui le demandent.

VERBATIM

Phrases choc (voire choquantes) ou savoureuses entendues

« On ne va plus voter car on a à choisir entre la peste et le choléra ».

« Au nom de la laïcité, on muselle le droit à la parole ».

« Il faut faire la révolution ».

« En haut, ils s'en foutent, ils ont fait l'ENA ».

« On ne vote pas et la prochaine fois, ce sera l'extrême droite, puis la dictature ».

« Il faut interdire aux entreprises alimentaires de vendre de la merde, et arrêter d'avoir des actionnaires qui s'enrichissent dessus ».

« On parle des quartiers sensibles ; c'est donc qu'il y a des quartiers insensibles ».

« Pourquoi les gens ne veulent pas de certains boulots ? C'est par ce que c'est des boulots de merde ».

« Il faut faire une différence entre la foule et le peuple. Le peuple, c'est respectable, la foule, je ne sais pas ce que c'est ».

« L'égalité, c'est l'ardente obligation ».

« On est dur avec les faibles et pas assez avec les riches. Les services publics, c'est pour équilibrer ».

« Moi, je ne vois pas pourquoi je paye une communication téléphonique pour avoir un robot. Je veux bien payer si j'ai quelqu'un au bout du fil ».

« Big Brother est « en marche » ! Il n'y a pas que le Président ! ».

« Les jeunes ne sont plus intéressés par la politique, car la politique ne fait plus rêver ».

« On ne peut pas supporter toute la misère du monde, mais on doit en prendre sa part ».

« Les élus doivent être tous à portée d'engueulade » (phrase reprise du président du Sénat).

« Tout le monde veut défendre la planète mais personne ne veut descendre les poubelles » (phrase reprise de Jean Yanne).

« Monsieur je vous le dis, l'État c'est un « impuissant ». Il est sous la coupole des lobbys ».

« Le pouvoir d'achat, c'est aussi le pouvoir de vivre ».

« Les hauts fonctionnaires sont une caste ».

« Les élus ne foutent rien. J'ai un seul message à leur adresse : « Rentrez de vacances ! ».

« On suce le sang des Français pour qu'une poignée de gens s'enrichisse ».

« De Gaulle payait son électricité ».

« On n'a pas assez conscience de la redistribution. J'ai eu un relevé de la sécurité sociale me disant combien j'avais coûté à la Sécu. « J'en suis tombée sur le cul... ».

« Le canal Seine Nord est « sur de bons rails ».

« Certains vivent, d'autres survivent » (cf. le hashtag : « Vivre oui, survivre non »).

« Ils ne sont plus humains, les politiques. Ils nous mentent ».

Transition écologique : « On continue, tout va bien... ».

« On va tous faire du sport dans des salles de sport, mais on est incapable de faire 100 m à pied ».

« La taxe carbone, c'est la gabelle du XXI^e siècle ».

« Il faut réduire de moitié les dépenses des ambassades, qui se gavent ».

« Les travailleurs détachés, c'est l'esclavage moderne ».

« J'en ai ras-le-bol d'acheter un billet de train comme si j'allais à la tombola, avec des billets qui n'ont jamais le même prix ».

« Avant même de démarrer mon activité j'ai 3 ou 4 factures dans ma boîte aux lettres » (un entrepreneur).

« Le temps politique n'est pas le temps économique ni, a fortiori, le temps écologique ».

« Comment consommer moins ? Arrêtons la publicité ! »

« Mes camarades ont leur petite vie, l'écologie c'est pas leur problème » (un jeune collégien).

Des jeunes : « En 2050, vous serez morts, pas nous ».

« Bercy est un bulldozer ».

Avantage des anciens présidents : « Je veux bien payer pour un président, mais pour un seul...».

« Les partis politiques sont une sorte de mafia ».

« Je n'ai pas à être plus fort que l'autre. J'ai à être plus fort que moi à cause de l'autre » (phrase reprise d'Albert Jacquard).

« Quand on est pauvre, on est surveillé, on a peur des services sociaux, de la CAF... On ne dit plus rien. On ne dit même plus qu'on n'a plus rien à manger... ». (ATD quart monde).

« On a tous quelque chose à donner même si on n'a rien dans le porte-monnaie ».

Immigration : « Je tremble de partout, j'ai honte quand on me parle de quotas ».

Diminution de la TVA sur les produits de première nécessité : « En France, le vin est-il un produit de première nécessité ou un produit de luxe ?... »

« Il n'y a plus de bistrots pour se parler... »

Ressenti de Thérèse LEBRUN

Président-recteur délégué de l'Université catholique de Lille

Suivre 26 « grands débats » sur le département du Nord a été assez exténuant, mais passionnant et enrichissant.

Ils se sont tous globalement bien déroulés, sans anicroche particulière.

Le public : composé plutôt de gens d'un certain âge, voire d'un âge certain, avec très peu de jeunes (nous y reviendrons), en général moins de 10 %, voire de 5 %, quand ils n'étaient pas 2 ou 3 dans un ensemble de 60 personnes, d'autant que l'on entend par « jeune » des moins de 30 ans. Un public ni très pauvre (sauf au débat organisé par ATD Quart Monde), ni très riche, et plutôt impliqué dans des associations, la vie locale, la vie citoyenne, voire la politique locale, et ayant réfléchi le plus souvent aux difficultés de notre société. Pas mal de personnes qui se définissent comme « fonctionnaires » ou « petit fonctionnaire » ou « de la fonction publique », ou du monde de l'éducation.

Le climat : respect de la charte ; écoute : échanges (à moduler suivant le type d'organisation de la rencontre, cf. à ce sujet le chapitre de ce rapport sur l'organisation et les méthodes de déroulement des réunions) ; un public le plus souvent heureux de pouvoir débattre, estimant que c'était une opportunité et reconnaissant à cet égard envers les gilets jaunes qui ont déclenché en quelque sorte ce Grand Débat. En revanche, pas de gilets jaunes visibles à 1 ou 2 près, mais des gens disant, pour certains d'entre eux, qu'ils appartenaient au mouvement ou qu'ils le soutenaient. Un public aussi très en attente quant aux suites données à ce Grand Débat et qui mentionne assez souvent que c'est un dernier effort qu'il fait pour venir et espère plus que vivement qu'il y aura de vraies décisions et avancées de la part du Président de la République et du gouvernement, sinon on peut craindre le pire quant à une forme de révolte.

Une tendance de fond

A cet égard, on sent un « ras-le-bol » généralisé, attribué souvent à 30 ou 40 années pendant lesquelles les personnes estiment n'avoir pas été reconnues ou écoutées, avoir été prises « pour des nuls » ou des « incapables de comprendre » et avoir vu s'agrandir le fossé riches/pauvres ou/et élite/citoyens (le mot « élite revient souvent dans les propos). Ce « ras-le-bol » est à rapprocher de la complexification tous azimuts ; de la perte des liens humains dans l'accès aux services publics jugé déshumanisé, marqué par la dématérialisation, l'internet et le tout informatique ou numérique, par l'absence de lieux de proximité (l'exemple des passeports et cartes d'identité est souvent repris) et donc par l'absence de réponses aux questions, surtout si elles sont spécifiques. « Ras-le-bol » lié aussi au millefeuille administratif

et des collectivités territoriales qui revient dans quasiment toutes les rencontres. Et, de façon marquée dans tous les débats, rejet complet d'une élite de hauts fonctionnaires qui se trouvent « là-haut », « dans les hautes sphères », complètement éloignés du peuple et des citoyens, touchant des salaires jugés indécents (et « plus élevé que celui du Président de la République ! »), bénéficiant de toutes sortes d'acquis, ne s'occupant que de leur carrière et ignorant la vie quotidienne et ordinaire et, a fortiori, les difficultés qui peuvent lui être liées.

Un public très inquiet aussi « pour ses enfants et petits-enfants » qui, dans certains cas, est venu pour cette raison précise.

Enfin, un public marqué par les inégalités et injustices ; qui souhaite des explications et de la transparence.

Les jeunes

En recoupant diverses réactions, j'arrive aux conclusions suivantes :

- les jeunes ne se sont pas sentis invités au débat : les sujets « organisation de l'État et des services publics », « fiscalité et dépenses publiques » les motivaient peu ; une question : se sont-ils sentis citoyens, appelés comme tous les autres citoyens ?
- ils sont en permanence connectés les uns aux autres, et pas seulement sur leur territoire géographique, et estiment qu'ils échangent déjà en permanence les uns avec les autres au travers des réseaux sociaux ;
- pour les jeunes en âge universitaire, les plus de 30 ans ont déjà pris de mauvaises habitudes ; ce sont les générations plus âgées qu'il faut sensibiliser, notamment en matière de transition écologique ;
- on ne prend pas assez les jeunes au sérieux, y compris avec « leurs réseaux sociaux bien utilisés ». C'est là qu'ils situent le choc des générations, entre eux et les plus âgés qui n'utilisent pas – ou pas de la même façon – les réseaux sociaux ;
- ces jeunes se sentent : peu écoutés, peu entendus, peu crédibles ; leur voix est peu prise en compte ; d'ailleurs, ils ne sont pas représentés en politique ou à l'Assemblée Nationale, disent-ils.

L'absence des 30/40 ans me semble aussi pouvoir être liée à leurs charges : professionnelles et familiales.

Les débats

Ils me sont apparus très orientés par la trame des questions/sujets émise par l'État. De ce fait, on retrouvait, au bout d'un certain temps, toujours les mêmes sujets. A cet égard, au-delà de 25/30 débats, on peut avoir l'impression d'entendre toujours le même type d'échanges.

Beaucoup d'erreurs, de confusions, d'absence d'informations sur certains éléments de lois ou de décrets existants, sur l'organisation territoriale ou le rôle des diverses collectivités, sur certains montants de salaires ou de revenus touchés par les élus... Et une crainte correspondante : puisqu'il s'agit d'un échange, d'un débat, les erreurs n'ont, dans presque

tous les cas, pas été corrigées, ce qui en a gêné plus d'un ; reste à espérer que les organisateurs du Grand Débat feront le tri et sauront distinguer, in fine, ce qui relève d'erreurs.

Au départ, les élus locaux étaient absents ou très discrets ou totalement silencieux, car ils ont compris qu'il s'agissait d'un débat citoyen et non de politique, a fortiori d'opposition, locale. La règle a été très respectée ; dans un cas où une députée et un ou deux de ses collègues ayant initialement tenu le micro près de 45 minutes, les participants ont rappelé qu'il s'agissait d'un débat citoyen...

Parfois, des thématiques non proposées dans le débat sont venues : emploi, travail, création d'entreprises ; chômage ; précarité/pauvreté, voix des plus faibles ; pouvoir d'achat.

Au total, des échanges intéressants, un fond identique de conclusions qui se dégagent, un respect des règles sur jeu, un « ras-le-bol » très ressenti et, corrélativement, une très forte, vive, attente de changements, un peu comme une dernière tentative... Dans certaines rencontres, certains proposeront de poursuivre ces débats sous des formes à imaginer, mais cela apparaît à proximité du 15 mars et non au départ du Grand Débat.

Thérèse Lebrun

Ressenti de Philippe LEMAIRE

Procureur général honoraire

Du 4 février au 14 mars 2019, j'ai assisté à 25 débats dans le département du Nord, auxquels s'ajoute l'assemblée générale du CESER consacrée à ce thème.

Preliminaire :

L'élément prépondérant fortement ressenti est le besoin de tous les participants de pouvoir parler, débattre, se rencontrer et au fond refaire de la politique. A de nombreuses reprises, le souhait de continuer à débattre après l'organisation du grand débat a été émis. Beaucoup de gens souhaitent trouver ou retrouver la possibilité de se rencontrer pour échanger sur les problèmes locaux ou nationaux.

Cette volonté de débattre est corollaire à celle d'être plus souvent entendu par les élus ou les pouvoirs publics, souvent désignés par un « ils » trop anonyme. Les gens veulent être reconnus comme citoyens dont la parole et l'opinion est importante. Et leurs souhaits d'exister au sens premier du terme rend très souvent touchante leur expression, parfois très sensée, parfois maladroite, mais toujours très sincère. Ils aiment cette France et cette démocratie, et la Liberté qui va avec, même s'ils sont parfois déçus de ce qu'elle leur apporte ou n'apporte pas.

Ils souhaitent, et ont fait la démonstration qu'il était possible de le faire, de débattre sérieusement, en défendant leurs opinions, mais dans le calme, la courtoisie et le respect des autres, et en attendent autant de leurs élus.

En ce sens, le Grand Débat répond à une incontestable aspiration, proche, au fond, de ce qui s'est déroulé sur les ronds-points avec les gilets jaunes.



Les principales revendications :

Si les quatre thèmes du grand débat ont servi, la plupart du temps, de cadre aux réunions, les participants s'en sont aisément échappés pour faire valoir ce qui leur importait le plus.

Pour ma part, je classerai trois revendications principales par ordre de priorité qui recouvrent la quasi-totalité des demandes :

1 – Le pouvoir d'achat :

Principalement exposé dans les débats sur la fiscalité, les participants ont exprimé une volonté de récupérer du pouvoir d'achat pour vivre mieux de son travail, sans écarter, bien au contraire, les actions de solidarité. Cette revendication d'un meilleur pouvoir d'achat, et donc une hausse significative des revenus, est corollaire d'un besoin de considération. Si je fais un travail difficile, et utile à la société (l'exemple des auxiliaires de vie en EHPAD ou à domicile est souvent cité), je dois être reconnu par un salaire décent, primat de la reconnaissance et de la considération sociale dont j'ai besoin. Il y a eu de nombreuses demandes de revalorisation du SMIC, ou des retraites. Corollaire de cette revendication sur le pouvoir d'achat, la fiscalité doit être adaptée.

2- La préservation des services publics :

Les Français, de manière quasi-unanime, sont attachés à leur modèle de services publics, qui s'exprime de manière touchante : « On est dur avec les faibles et moins sévères avec les riches. Les services publics sont là pour équilibrer ». Le service public est perçu à la fois comme un système de redistribution des revenus (à ce titre, l'attachement au système de santé gratuit et de sécurité sociale a été cité dans tous les débats), mais aussi comme un symbole d'appartenance à une communauté de vie. Au fond, la France est assimilée à ses services publics. Les jugements sont donc très sévères sur la privatisation de ses services, au premier rang desquels la fourniture d'énergie : électricité, gaz, eau, mais aussi les privatisations des autoroutes, des aéroports et les tentatives sur la SNCF, sans parler du développement du secteur privé dans le domaine de la santé.

Sur ces points, la responsabilité de l'Europe, et les politiques dites libérales qu'elle est censée supporter, est pointée du doigt. Il est très important que les pouvoirs publics prennent en compte cette conception quasi unanime, car il y a là une cause majeure de divorce entre les citoyens et les dirigeants, sachant que ni les dirigeants, ni encore moins les représentants de la puissance publique n'ont fait la preuve que leur système plus libéral était bénéfique pour la majorité des gens, et notamment pour les plus faibles.

Dans le même ordre d'idée, la transition numérique, dont les gens comprennent bien qu'elle est nécessaire, n'est pas souvent accompagnée et est considérée comme éloignant les services publics des gens en les rendant anonymes et inaccessibles.

3 – Une grande défiance vis-à-vis des élus et des hauts fonctionnaires :

Le premier point est une très nette perte de confiance en la démocratie représentative, notamment les parlementaires, qui sont accusés, parfois de manière caricaturale, d'avoir perdu le contact avec la réalité du terrain. De plus, que ce soit le Président de la République, les ministres ou les parlementaires, tous sont accusés de profiter financièrement du système, notamment par des avantages indus. Ainsi sont vivement critiqués les avantages des ex-présidents de la République, ou ceux de certains parlementaires, notamment les Sénateurs.

Mais, cette crise de confiance touche l'ensemble d'une classe dirigeante perçue comme anonyme (les « ils »), mais méprisante et s'enrichissant indûment. A ce titre, le montant des traitements de certains hauts fonctionnaires exerçant des fonctions mal connues ou mal définies comme le Défenseur des droits ou la présidente de la commission nationale du débat public est très sévèrement condamné.

Une très forte exigence d'exemplarité de toute cette catégorie de « puissants » a été plébiscitée par la quasi-unanimité des participants, en citant très directement et à de nombreuses reprises, les affaires dites Cahuzac ou Bennalla, mais également en réprouvant de manière assez catégorique la nomination d'Alain Juppé au Conseil Constitutionnel alors qu'il a été condamné par la Justice.

Seul le Maire échappe à cette sévère mise en garde, en raison de sa proximité, (« Il est à portée d'engueulade ») mais également de la modicité de ses revenus en qualité de Maire. De plus, il est à noter la forte mobilisation des Maires, notamment des petites et moyennes communes, pour assurer l'organisation de ce grand débat national.

Il n'est donc pas étonnant que dans ces conditions, aient fleuri les propositions de recourir au tirage au sort des citoyens pour assister les élus dans les prises de décisions importantes, ou le recours au referendum, sous différentes formes comme le RIC, pour débattre et trancher sur les grands sujets de société.



En conclusion, s'il faut insister sur la qualité des débats et surtout leur sincérité, il faut néanmoins pointer des interrogations.

Le public a été massivement constitué de plus de 60 ans, généralement retraités. Les jeunes, à quelques exceptions près, n'ont pas participé aux débats. Il faut s'interroger pourquoi mais je n'ai personnellement pas de clés.

De même, là comme ailleurs les citoyens sont soumis aux effets de mode : très peu de nos concitoyens connaissent l'histoire mouvementée du référendum en France (la seule référence étant le mauvais souvenir de 2005), mais on affirme, sans grande expertise, que c'est le mécanisme le plus démocratique pour prendre des décisions. De même, il existe un raz-de-marée en faveur du vote blanc, sans réfléchir sur les raisons pour lesquelles en France, comme dans la plupart des démocraties, il n'a jamais été reconnu. De même, il n'est jamais fait allusion aux grands débats historiques sur la démocratie participative, ou directe ou représentative ou sur le mandat impératif.

Contrairement à des commentaires assez complaisants, la culture politique du citoyen est faible, et il faut poser la question de la place des corps intermédiaires dans notre démocratie : partis politiques, associations, syndicats, qui permettent une formation indispensable des citoyens et une mise en cohérence de projets politiques. Il est à noter que pour certains, ce rôle devrait revenir à l'école.

Il faut donc, à l'instar de certains intervenants, se souhaiter collectivement « Bon courage » pour trouver ou retrouver le chemin étroit de la préservation de notre modèle démocratique.

Philippe Lemaire

Ressenti de Jacques VERNIER

Maire honoraire de DOUAI – Ancien député – Ancien député européen

L'engagement des personnes participant à ce débat fut remarquable. Ce débat correspondait véritablement à une attente. Malgré certaines réserves que j'ai exprimées ci-dessous, cela fut un superbe exercice de démocratie participative voire de « thérapie collective » comme l'a dit un des participants. Le fort besoin de justice sociale (de justice fiscale notamment), d'exemplarité des élus, de démocratie accrue s'est affirmé avec force, de même que l'affirmation que toute « transition » (par définition difficile à supporter) doit être accompagnée socialement, qu'il s'agisse de la transition écologique ou de la transition numérique.

L'espoir est désormais considérable et ne doit pas être déçu.

Cela dit, aussi, comment ne pas être interpellé par la beauté de ce grand débat confronté à la violence de certains combats ?...

Quelques focus

L'absence des jeunes

Plusieurs raisons ont été invoquées pour justifier cette absence, souvent par les quelques jeunes qui ont eux-mêmes participé à des débats :

- Nous les jeunes, nous bougeons beaucoup, nous avons « *un défaut d'ancrage* », « *un défaut d'enracinement* » qui ne nous incite pas à nous investir dans la vie publique.
- Moi quand j'étais jeune j'ai galéré, j'avais autre chose à faire que m'intéresser à tout ça
- Beaucoup des thèmes ne nous parlent pas : les impôts, le pouvoir d'achat (nous ne gagnons pas encore notre vie), les retraites (que c'est loin !)
- Nous les jeunes, les réunions comme ça c'est pas notre truc. On communique via les réseaux sociaux.
- La politique ça ne nous intéresse pas

Cela dit certains de ces arguments s'appliquent effectivement aux jeunes avant l'entrée dans leur vie active, mais n'expliquent pas complètement la faible assistance de jeunes actifs.

Les contradictions

Je ne parle pas ici des opinions contraires qui ont pu opposer des personnes différentes au cours d'un débat. Je parle en revanche des propos contradictoires qui pouvaient parfois être énoncés par la même personne, à quelques minutes d'intervalle, au cours de la même réunion, par exemple :

- La dénonciation globale des « niches fiscales » et, en même temps, la demande que des avantages fiscaux soient accordés en faveur de comportements ou de produits vertueux, ... ces avantages étant à proprement parler des « niche fiscales » ...
- La demande d'une plus grande « proximité » des parlementaires et, en même temps, la demande d'une réduction de leur nombre, qui, inévitablement, les rendra moins « proches » ...
- la demande de « beaucoup plus de proportionnelle » aux élections et, en même temps, la demande que les parlementaires ne soient pas inféodés aux partis, alors même qu'inévitablement les listes à la proportionnelle rendent beaucoup plus les parlementaires dépendant de leurs partis...

Des thèmes grands absents du débat

Alors même que le chômage, ce « cancer » de la société actuelle, était considéré comme le débat primordial du quinquennat précédent, il n'est pratiquement pas apparu dans les débats (en ce qui me concerne, une seule fois sur les 32 réunions !). Stupéfiant !

Il en est de même pour d'autres thèmes, alors même que ces autres thèmes figuraient explicitement dans les thématiques : les incivilités (thème prévalant quand je faisais mes réunions de quartier à Douai...), l'immigration, la laïcité, la pollution de l'air (pourtant prégnante dans le Nord), ...Étonnant !

Il est également étonnant que sur le thème du pouvoir d'achat, sans cesse abordé, seule la responsabilité de l'État et non la responsabilité des entreprises ait été mise en cause. Certes l'État est responsable, d'une part des retraites, d'autre part de la fiscalité qui rogne le pouvoir d'achat, mais, comme l'a fait remarquer une seule fois un intervenant, « les salaires sont de la responsabilité des patrons » (sauf évidemment en ce qui concerne le niveau du SMIC). Plusieurs médias ont d'ailleurs fait remarquer que les chefs d'entreprise étaient passés « *entre les gouttes* » dans ce grand débat et ce mouvement des gilets jaunes. Seuls les syndicats présents au CESER ont insisté fortement sur le rôle des négociations d'entreprises pour aboutir à « *une meilleure distribution des richesses* ».

Enfin l'absence de jeunes aura peut-être contribué au fait que les questions de transition écologique auront peut-être été moins présentes qu'elles auraient pu (ou dû ?) l'être.

Les incantations sans solution proposée

La prise en compte du vote blanc revenait en boucle, beaucoup de personnes ignorant d'ailleurs que les votes blancs sont déjà comptabilisés. Les modalités pratiques de prise en compte du vote blanc étaient rarement perçues et donc abordées : intégration des votes blancs dans les suffrages exprimés et corrélativement affaiblissement du score de l'élu ? annulation et donc recommencement de l'élection en cas d'un taux trop important de votes blancs ?... Autant de solutions peu abordées et peu débattues ...

Même chose sur le référendum d'initiative citoyenne (sujet d'ailleurs beaucoup plus controversé chez les participants au grand débat que chez les gilets jaunes) : au-delà de

l'incantation, pratiquement aucun débat sur le périmètre du référendum, sur le seuil du nombre de personnes pouvant déclencher un tel référendum, etc.

Informations souterraines et fake news

Il est évidemment normal que des thèmes expressément cités dans les fiches thématiques (millefeuille administratif, nombre de parlementaires, etc.) ou récurrents dans les revendications des gilets jaunes (RIC, ISF...) soient revenus en boucle dans les débats. Il est aussi normal que des sujets très médiatisés actuellement, comme l'interdiction du glyphosate ou la taxation des géants du Tech (les GAFAM), aient émergé massivement. En revanche on peut se demander pourquoi d'autres sujets ou propositions revenaient sans cesse et par quels canaux, le cas échéant souterrains, ils étaient propagés, par exemple :

- les avantages des anciens présidents
- la suppression du CESE
- la taxation du kérosène des avions et des bateaux (qui n'est pas vraiment repéré dans le monde de l'écologie où je vis comme le problème majeur...)
- le caractère obligatoire des avis de la Cour des Comptes

Il n'a pas manqué non plus dans ce débat de fake news, telles que :

- Les salaires que les anciens ministres continueraient de percevoir longtemps après la fin de leur mission
- L'origine inévitablement chinoise des batteries des véhicules électriques ou l'impossibilité de les recycler

Tout cela montre qu'aucun débat ne peut se dispenser d'un immense effort d'information préalable, qui était d'ailleurs demandé par les participants.

Jacques Vernier

